

800000 travailleurs étrangers et le syndicat?

Autor(en): **[s.n.]**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): - **(1964)**

Heft 21

PDF erstellt am: **12.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1026906>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

800 000 travailleurs étrangers et le syndicat?

Un problème angoissant

Depuis dix ans, on sait, en Suisse, qu'il y a un problème de la main-d'œuvre étrangère. C'est en 1956, alors qu'on ne comptait que 300 000 travailleurs étrangers dans notre pays, que l'Union syndicale lança ses premiers avertissements. De 1956 à 1957, on enregistra un afflux de plus de 50 000 nouveaux travailleurs. Dès cette époque, on était conscient du fait que les immigrants ne seraient plus désormais un simple surplus de force de travail, congédiable en cas de crise, comblant les vides créés par l'expansion économique. Ce n'étaient plus des « bouche-trous » comme on le croyait jadis ; ils occupaient, dès cette date, des postes indispensables désertés par les Suisses ; ils étaient devenus irremplaçables, quelles que soient les circonstances, pour le fonctionnement de notre économie.

Depuis 1957, on était au clair. Or, il faudra attendre 1964, à la suite des mesures de lutte contre la surchauffe, du récent accord italo-suisse, de la publication du rapport des experts fédéraux sur le problème de la main-d'œuvre étrangère, il faudra attendre 1964 pour qu'on se saisisse sérieusement de la question, enfin. Trop tard pour qu'on puisse envisager une solution sans douleur.

Nous avons repris ce dossier plus à fond ; nous avons interrogé un des experts de la commission fédérale ; après avoir brassé chiffres et renseignements, nous aboutissons à des conclusions particulièrement pessimistes. Là se mesure l'impasse de la prospérité suisse, là se pressent la faille d'une politique de facilité.

Une certaine manière de ne pas travailler

Souvent, nous parlons d'une politique à la petite semaine pour qualifier les méthodes de nos gouvernants. On pourrait croire qu'il s'agit d'un cliché partisan. Qu'on juge donc sur quelques faits ! Dès 1957 donc, on savait à quoi s'en tenir. Or ce n'est qu'en février 1961 que le Conseil fédéral désigna une commission chargée d'étudier ce problème du point de vue économique, sociologique, démographique et politique. Il lui a fallu trois ans pour mener à chef cette étude. Trois ans pendant lesquels les conditions mêmes du problème se sont transformées. Le rapport a été approuvé par la commission en janvier 1964 ; il a fallu dix mois pour qu'il soit publié. La sous-commission qui fut chargée de l'étude des problèmes économiques était composée de MM. Gasser, un industriel aux idées avancées, directeur de la Holding Mikron S. A., à Bienne, Keller, professeur à l'Ecole des hautes études commerciales de Saint-Gall, un économiste soucieux du bon fonctionnement des lois du marché, « Marktkonform », et Weber, l'ancien conseiller fédéral. C'était une commission bien équilibrée et compétente, elle siégea assidûment ; elle avait besoin d'un secrétaire efficace, d'un économiste, travaillant vite et à plein temps, pour mettre en forme ses conclusions. Or l'administration fit savoir qu'elle n'avait pas d'argent pour payer un tel secrétaire ; elle ne pouvait que détacher d'un bureau on ne sait quel employé ; le rapport rédigé par celui-ci fut insatisfaisant ; il fallut remettre l'ouvrage sur le métier ; on attendit donc dix-huit mois les conclusions de la sous-commission économique. On comprendrait des attermolements si l'objet de l'étude avait été quelque problème théorique et académique. Mais c'était le problème actuel le plus grave qui se posait à la Suisse et celui qui avait la plus grande urgence.

Encore une anecdote significative de la manière dont se fait notre histoire. M. Kneschaurek, l'économiste saint-gallois, avait présenté une étude sur les besoins futurs en main-d'œuvre étrangère ; en parlant de la croissance des effectifs depuis 15 ans, 10 ans, 5 ans, il avait établi une série de projections démontrant qu'en 1970, si on laissait aller les choses, il nous faudrait probablement 670 000, 1 000 000, voire 1 300 000 travailleurs étrangers. Le responsable de

l'O.F.I.A.M.T., M. Holzer, ne pouvait y croire. La méthode des projections ne lui paraissait pas scientifique : si l'on mesure la croissance de la queue d'un petit chat pendant les deux premiers mois et que vous en tirez une « projection », la queue de votre chat aura trois mètres dans cinq ans, dit-il. Donc, dans la logique de sa comparaison, l'afflux de main-d'œuvre étrangère devait organiquement s'arrêter toute seule.

Hélas, aujourd'hui, le petit bout de la queue du chat qui danse a trois mètres. M. Holzer en est bien étonné, comme la dame de charité de la chanson qui invita un beau grenadier dans sa chambre.

De 1910 à 1960

Ceux qui nient la gravité du problème invoquent avant tout un argument historique. Rien de nouveau, sous le soleil, disent-ils. Avant la guerre de 1914, la Suisse connaissait une immigration tout aussi forte. En 1910, on comptait en effet 552 000 étrangers en Suisse, ce qui représentait 14,7 % par rapport à la population totale. Or aujourd'hui nous n'atteignons que le 14 %. Puisque nous n'en sommes pas morts en 1910, pourquoi nous alarmer aujourd'hui ? Tel est l'argument pseudo-scientifique.

Or, en regardant de plus près, on constate que l'immigration du début du siècle ne présentait pas de risques de déséquilibre démographique semblables à ceux d'aujourd'hui.

Du point de vue de la nationalité, les étrangers se répartissaient ainsi (nous mettons entre parenthèses, comparativement, les chiffres de 1960) : Allemands 40 % (16) ; Français 12 % (5) ; Italiens 37 % (59) ; Autrichiens 7 % (6). La répartition, en 1910, correspondait mieux à l'équilibre des ethnies et s'intégrait facilement à la structure du pays.

Du point de vue de la naissance, le 33 % des étrangers était né en Suisse même, donc facilement assimilable ; en 1960, ce n'était que le 15 %.

Mais le chiffre le plus éloquent se rapporte à la part des étrangers dans la population active. En 1910, les étrangers représentaient le 14,7 % de la population totale et le 16,7 % de la population active ; le décalage était donc faible. Aujourd'hui, les étrangers représentent le 14 % de la population, mais le 25 % de la population active. Le décalage est immense. Voyons de plus près.

La prolétarianisation des travailleurs étrangers

En 1910, 54 % des étrangers, hommes et femmes, exerçaient une activité économique ; le 51 % des Suisses était, à cette date, économiquement actif. Là encore, il y a équilibre. On le retrouve aussi dans le détail. Le 69 % des hommes, d'origine étrangère, travaillait ; le 61 % des Suisses. Pour les femmes, le 37 % des étrangères avait une activité économique ; le 31 % des Suissesses travaillaient. L'homogénéité des deux groupes est évidente. En 1960, cet équilibre est totalement rompu (nous donnons entre parenthèses les chiffres concernant les Suisses) : Etrangers (hommes et femmes) exerçant une activité économique : 72 % (Suisses, 43) ; hommes 82 % (59) ; femmes 64 % (24).

Peut-on prétendre que le problème est le même qu'en 1910 ? Trois étrangers sur cent exercent aujourd'hui une profession indépendante ; ils étaient 14 en 1910.

Enfin, on constate que de 1950 à 1960, l'augmentation du nombre des travailleurs suisses a été absorbée pour une moitié par l'industrie, les métiers et la construction (+ 68 000). Or, ce même secteur a attiré les quatre cinquièmes des travailleurs étrangers (+ 200 000). On mesure la disproportion. Mais dans le secteur économique qui englobe le commerce, la banque, les services privés et publics (sans le service de maison) de 1950 à 1960, le nombre des personnes occupées a augmenté de 180 000,

Suite en page 2

Bi-mensuel romand
 N° 21 5 novembre 1964

Rédacteur responsable : André Gavillet
 Abonnement : 20 numéros 12 francs
 Le numéro : 70 centimes
 Administration, rédaction :
 Lausanne, Case Chauderon 142
 Chèque postal 10 - 155 27
 Imprimerie Raymond Fawer S. A., Lausanne

Les articles de ce numéro
 ont été discutés ou rédigés par :

Gaston Cherpillod
 Jean-Jacques Dreifuss
 Ruth Dreifuss
 André Gavillet
 Jean-Jacques Leu
 Marx Lévy
 Pierre Liniger
 Serge Maret
 Jacques Morier-Genoud
 Christian Ogay
 C.-F. Pochon

Le N° 22 sortira de presse le jeudi 19 novembre 1964

800 000 travailleurs (suite)

dont les trois quarts sont des travailleurs suisses. Les Suisses se tournent donc essentiellement vers les professions du secteur tertiaire et laissent se proliférer la main-d'œuvre étrangère. Un dernier chiffre : de 1959 à 1963, le nombre des immigrants non qualifiés a augmenté trois fois plus vite que le nombre des ouvriers professionnellement qualifiés. Dans un prochain article, nous montrerons comment est créée ainsi une situation économique plus qu'alarmante. Aujourd'hui, nous nous limiterons au problème de l'assimilation de cette main-d'œuvre.

Assimilation : commencer par le syndicat

On découvre, dans le rapport fédéral, un fait surprenant : plus le nombre des travailleurs a augmenté, plus les naturalisations ont, en proportion, diminué (13 % en 1950 ; 6 % en 1960). L'assimilation civique se fait donc mal, trop lentement ; l'assimilation professionnelle est insuffisante. Trop peu d'ouvriers étrangers s'engagent dans les syndicats suisses. Le quart de notre population active ne peut donc pas s'exprimer par le bulletin de vote ; et elle est trop peu entendue sur le plan professionnel. L'organisation de la classe ouvrière en Suisse est de ce fait gravement compromise. Le travail et les travailleurs ne pèsent plus d'un poids normal dans la vie nationale. Deux exemples : la F.O.M.H., qui est bien organisée pour pousser le recrutement, annonce 25 000 travailleurs étrangers syndiqués ; dans l'horlogerie, les métaux et les machines, ils sont 140 000. Degré de syndicalisation : 17 %. D'autre part, la F.C.T.A. déclare à propos du nouvel accord qu'elle vient de signer avec les chocolatiers suisses : « Le syndicat n'a intérêt à signer un accord que s'il a la garantie qu'il pourra faire appliquer intégralement les dispositions contractuelles et assurer le respect de la paix du travail. Un degré d'organisation qui varie fortement d'une entreprise à l'autre justifie cette question.

Il a fortement baissé ici et là en liaison avec les effectifs de main-d'œuvre étrangère... De toute évidence, l'accroissement constant de la proportion des travailleurs étrangers réfractaires à l'organisation syndicale constitue un danger pour le maintien des conventions collectives... » Ainsi, il devient nécessaire de discuter l'affiliation même obligatoire des travailleurs étrangers aux syndicats suisses, dans toutes les professions syndicalement organisées.

L'affiliation aux syndicats

Certes, une telle décision serait en une certaine mesure contraire à l'esprit du syndicalisme suisse. Il souhaite non seulement prélever des cotisations, mais créer un esprit syndical. Pour cela, l'obligation ou l'enrégimentement n'est pas la meilleure méthode. D'autre part, il faudrait analyser le contenu de la cotisation syndicale : si une part est réservée à l'assurance-chômage, par exemple, serait-il juste de la demander à des travailleurs qui ne sont pas au bénéfice d'un permis d'établissement ? Mais ce n'est là qu'une question technique. Pourrait-on enfin sans contradiction imposer aux étrangers, au nom de l'assimilation et de l'égalité, ce qui n'est pas obligatoire pour les Suisses ? Toutes ces objections sont de poids. Pas assez toutefois pour que l'on refuse d'entrer en matière sur ce sujet. Car l'affiliation syndicale des travailleurs étrangers s'impose pour d'excellentes raisons. Tout d'abord, il y aurait de la part des travailleurs étrangers un geste, même s'il est imposé, de solidarité envers le mouvement ouvrier suisse. Ils bénéficient des 1500 conventions collectives signées par les syndicats. Et aussi, leur présence a exercé une pression sur les salaires. Le rapport fédéral le dit expressément : « Une comparaison avec d'autres pays industriels européens permet de supposer à bon droit que la possibilité de recourir à l'engagement de main-d'œuvre étrangère a eu une influence modératrice sur la hausse des salaires » (p. 100).

Ce ne sont pas les ouvriers étrangers, mais le patronat, qui a profité de cette pression sur les salaires. Mais il serait naturel alors que tous les travailleurs suisses et étrangers s'organisent en commun pour équilibrer le pouvoir du patronat qui a bénéficié de la situation.

Enfin, l'établissement durable en Suisse de la main-d'œuvre étrangère, avec les charges que cela implique, va susciter des réactions d'hostilité raciste, notamment dans la classe ouvrière. Ces réactions-là, il s'agira de les contrer vivement, et non de les écouter. Ce sera pour les syndicats une tâche nécessaire, parfois ingrate. Ils seront plus à l'aise pour le faire, si les ouvriers étrangers sont organisés solidement avec les ouvriers suisses.

Les ressources accrues, considérables, qui seraient ainsi attribuées aux syndicats devront pour une part être consacrées à l'encadrement des travailleurs étrangers et à ce travail d'assimilation indispensable que chacun réclame. Ce ne sera donc pas un bénéfice facile. Et aussi, au moment où des problèmes économiques conjoncturels d'une extrême gravité vont se présenter (nous y consacrerons notre prochain article), il faut que les syndicats soient outillés pour les affronter, en hommes et en ressources. Il est donc nécessaire d'augmenter leur pouvoir. Comment obtenir cette affiliation syndicale ? Deux méthodes sont possibles. D'abord au niveau des pouvoirs publics (Confédération, canton). Par exemple, le canton de Lucerne ne délivre pas de permis de travail, si les travailleurs étrangers ne sont pas affiliés à une caisse d'assurance-maladie, couvrant les frais médicaux et versant une indemnité journalière. Mais il serait peut-être préférable d'agir par professions et d'imposer au patronat l'affiliation syndicale de la main-d'œuvre étrangère. Sauf erreur, seul le syndicat des typographes a déjà agi dans ce sens. Avant de lancer cette idée pour une discussion publique (et nos colonnes sont ouvertes aux responsables syndicaux qui voudront s'exprimer sur cette question primordiale), nous avons consulté un expert du problème de la main-d'œuvre étrangère ; c'est un homme qui a l'oreille des syndicats. Il cultive

Le Fonds national de la Recherche à la recherche de

Du printemps à l'automne

Le professeur de Muralt, directeur du Fonds national de la recherche scientifique, vint deux fois, cette année, exposer à Genève les problèmes de l'institution qu'il dirige.

Au printemps, il le fit publiquement : causerie suivie d'une conférence de presse. En réponse à quelques polémiques contre la gestion du fonds, l'optimisme officiel parut convaincant. Dans « Domaine Public » 10, nous relevions que les insuffisances de la recherche, en Suisse, n'étaient pas imputables au Fonds national, qui laissait peu de requêtes insatisfaites ; les lacunes avaient pour origine, principalement, le sous-équipement de nos universités en enseignants, en assistants, en chercheurs, en locaux et en matériel. Priorité aux besoins des universités, disions-nous ; la recherche sera donnée de surcroît.

Cet automne, M. de Muralt a pris un contact très discret cette fois avec toutes les universités suisses dont celle de Genève, pour demander à tous les professeurs et chercheurs de faire preuve de solidarité en réalisant le maximum possible d'économies, en remettant à plus tard l'achat de certains appareils, en renonçant à engager du personnel nouveau, et même en différant d'une année certains projets. Ces directives ont été confirmées par écrit. A Genève, quelques dizaines de requérants ont été convoqués afin qu'ils s'entendent expliquer pour quelles raisons leurs demandes ne pouvaient être agréées dans l'immédiat. Ailleurs, des professeurs avaient un délai impératif pour confirmer par écrit à la direction du Fonds que telle dépense était pour eux absolument vitale et qu'on ne saurait en faire l'économie...

Du printemps à l'automne, de l'optimisme public à la crise financière, des heureuses perspectives de développement aux restrictions, aux coupes sombres, aux mesures de salut public, que s'est-il donc passé ?

Deux explications

La demande de crédits de recherche a, cet été, pris des proportions imprévisibles et gigantesques. Des requêtes pour un montant de 19 millions sont parvenues à Berne en l'espace de trois mois (mai - juin - juillet). En une seule semaine, des demandes pour un million furent enregistrées. (Rappelons que le budget du F.N.R.S. est, en 1964, de 23 millions.) Pendant longtemps, le Fonds national, qui fut fondé il y a douze ans, en 1952, paraissait plutôt appeler la demande ; le problème n'était pas de répondre à un besoin, mais de créer ce besoin. Lorsque peu de chercheurs avaient l'idée de recourir au Fonds, quelques millions suffisaient. Mais à partir de 1960, le courant était créé : nombre de professeurs comprirent qu'un travail de recherche d'une qualité équivalente à ce qui se fait dans d'autres pays pouvait désormais être entrepris en Suisse ; de jeunes diplômés apprirent qu'ils pouvaient, en travaillant à la recherche fondamentale, gagner, modestement il est vrai, leur vie, qu'ils pouvaient espérer obtenir un statut, avoir de la sorte comme un métier ; le Fonds favorisait le développement de nouvelles chaires universitaires ; il contribua au rapatriement des « cerveaux » qui avaient émigré. L'appel d'air était créé ; la flamme d'un coup explosa durant l'été : 19 millions en 3 mois.

Le Fonds national tente de faire face à cette demande accrue. Mais il se heurte aux difficultés que crée son statut particulier

Statut de droit privé et règles comptables

Le Fonds jouit du statut d'une fondation de droit privé. Juridiquement, sa totale liberté d'action est ainsi sauvegardée. C'est ce qu'ont désiré ses fondateurs, très imbus de l'autonomie universitaire, très méfiants envers toute intrusion de l'Etat qu'ils identifiaient volontiers à l'administration. L'argent que touche le Fonds leur est remis comme une subvention ; le contrôle est exercé par le Département des finances qui veille, sur le plan comptable avant tout, à ce que la subvention reçue soit correctement dépensée.

Pour être respectueux de ce statut privé, le F.N.R.S. a dû s'imposer la règle comptable suivante. Chaque fois qu'il prend un engagement envers un boursier ou un institut, il doit, même s'il s'agit d'un engagement à long terme et il est normal que des plans de recherche s'échelonnent sur de longues périodes, il doit porter la totalité de la somme au compte d'exploitation de l'année où la promesse est faite. Lorsque le F.N.R.S. assure une subvention de Fr. 150 000.— à un requérant pour la période 1964-1966 par exemple, il doit inscrire Fr. 150 000.— comme dépense de l'année 1964.

Si le montant des dépenses est stable, ce système ne présente guère d'inconvénients. Le fait, pour reprendre notre exemple, que Fr. 150 000.— soient portés en compte sur la seule année 1964 libère Fr. 50 000.— pour les deux années suivantes. Mais

la mesure et le sens des nuances. A cette question, il a répondu sans hésitation :

L'affiliation syndicale de la main-d'œuvre étrangère est un problème si essentiel que l'Union syndicale suisse devrait aller jusqu'à la grève pour l'obtenir. C'était peut-être une hyperbole. Mais quand les sages et les prudents deviennent extrémistes, c'est un motif à réflexion.

ANNEXE

Le parti anti-italien, qui s'intitule maintenant Union suisse de la liberté (U.S.L.), continue à sévir. A Berne, il distribue des papillons en allemand et en français. On y lit : « Dès maintenant, plus aucune naturalisation ! » ou « Pénurie des logements. Aide immédiate, surtout pour nous Suisses. » Si on laisse aller, ces slogans racistes et simplistes porteront. Une politique d'assimilation s'impose impérieusement.

Une raffinerie Shell à Cressier

Les photographies illustrant le démarrage des travaux avaient largement été diffusées par la presse suisse. Communément, on considérait comme un fait acquis la construction de la raffinerie Shell à Cressier. Or l'autorisation définitive n'avait pas encore été donnée. Cela n'a pas empêché Shell (chiffre d'affaires : 30 milliards de francs suisses, soit sept fois et demi le budget de la Confédération) d'aller de l'avant. Les sommes déjà investies seront toujours un argument à faire valoir : comment, vous voudriez qu'une mise si importante soit perdue ? La Ligue neuchâteloise des droits de l'homme a fait opposition : par la voie légale, lors de la récente

mise à l'enquête publique, et aussi en faisant appel à l'opinion publique. Elle a consacré son bulletin n° 3 à ce sujet.

Les arguments sont : risques trop graves pour la pollution de l'air et de l'eau. On retrouve là le dossier classique qu'il faut ouvrir chaque fois qu'une industrie de ce type veut s'implanter quelque part dans la géographie. Circonstances particulières pour Cressier : c'est une région particulièrement encombrée de brouillard ; les dangers peuvent en être accrus.

Du point de vue de la santé publique, il appartient aux spécialistes de jauger les risques courus et la qualité des précautions qui seront prises par la raffinerie. En revanche, la démonstration économique est claire. Les risques courus le seront avant tout pour le profit d'un des plus grands trusts du monde.

Voici pourquoi. La politique des grandes compagnies pétrolières consiste (voyez notre article sur les Raffineries du Rhône) à rapprocher les raffineries des grands centres de consommation : économie dans la distribution, économie sur les droits de douane. Or, lorsqu'il s'agit de sociétés qui se rattachent au cartel du pétrole, les prix sont fixés par entente, à l'échelle mondiale, et alignés au plus haut afin de bénéficier d'une formidable rente minière.

Certes, récemment les prix du mazout se sont effondrés en Suisse, mais c'est en raison du dumping dirigé contre les Raffineries du Rhône, société indépendante, hors cartel, tenue par des capitaux en majorité suisses : il s'agissait de la mettre à genoux. Si l'installation d'une raffinerie hors cartel, et le maintien de son indépendance, est, économiquement, d'un grand intérêt pour la Suisse, il n'en va pas de même pour la raffinerie de la Shell. Car, de toute évidence, les avantages obtenus par la rationalisation de la distribution en traitant, dans le pays même, les hydrocarbures, seront acquis non par les consommateurs, mais par le trust. L'étude des derniers bilans de ces sociétés le confirme : leur bénéfice a augmenté dans une plus forte proportion que leurs ventes, grâce à une meilleure organisation de la distribution.

Voilà les termes du marché. A qui le profit ? A qui les risques ?

Sur une citation du « Jura libre »

Il y a quinze jours, le « Jura libre » s'est livré à une revue de la presse de gauche, citant tout article ou tout alinéa favorable à la cause jurassienne. Il accorde une bonne place à l'article de D. P. 19 : « Le Jura, 23^e Canton ? ».

Après une introduction où la rédaction présente brièvement D. P. et souligne en deux mots la thèse la plus intéressante de l'article : l'autonomie jurassienne ferait du Jura le seul Canton créé au XX^e siècle, le seul Canton qui serait obligé, d'entrée de cause, de se donner une législation et une organisation adaptées aux problèmes du XX^e siècle ; après ce chapeau, notre article est cité. En entier... sauf ce qui pouvait ne pas plaire, notamment des réserves sur l'affaire des Rangiers ; nous disions considérer comme une erreur le chahut infligé à un conseiller fédéral, alors que les Jurassiens doivent, en toutes circonstances, jouer la carte de l'arbitrage confédéral.

Qu'on ne cite qu'un fragment sans préjuger du sens général d'un texte, c'est concevable ; mais qu'on donne un texte en apparence intégral, alors qu'il est censuré, ce sont là les traditionnels procédés activistes.

Nous savons bien que sans intransigeance, sans ténacité irréductible, le mouvement jurassien ne se serait pas relevé de sa défaite lors de la consultation populaire de 1959. L'intransigeance, c'était sa seule possibilité d'être. Elle fut admirable. Il a fallu cette défaite pour que l'on reconnaisse la force de la cause jurassienne. Mais l'intransigeance ne devrait pas exclure le respect des textes. Encore une fois, si la solution du problème jurassien est dans l'arbitrage, cela signifie qu'il faudra savoir à un moment donné, à la fois convaincre et admettre les conditions mêmes de l'arbitrage. La citation tronquée n'y prépare pas.

nouveaux fonds

lorsque la croissance est rapide, ou explosive, ce système comptable est inadéquat : il bloque toute expansion.

Pour faire face à la demande, le Fonds national doit prendre des engagements au-delà des 23 millions dont il dispose. 14 millions ont été promis, ce qui ne signifie pas dépensés. Dans quelques jours, le Conseil de fondation sera saisi d'une demande afin que le Fonds soit autorisé à assumer à l'avenir un déficit technique de 5 millions par an. Et encore pour tenir ce chiffre faut-il imposer à la recherche cette année et en 1965 de draconiennes restrictions.

Philosophie d'une comptabilité

Tant que le F.N.R.S. est une fondation de droit privé, sa gestion doit être telle que si les Chambres décidaient arbitrairement, mais souverainement, de lui couper toute subvention, il puisse faire face à ses engagements.

Mais le statut privé du Fonds national est aujourd'hui dépassé. La recherche scientifique est d'intérêt public. Jamais le pays ne pourra y renoncer ; le mouvement est irréversible. L'institution est donc douée d'une certaine pérennité analogue à celle de l'Etat. Remarquons que d'autres institutions comme certaines caisses de pension de fonctionnaires se sont vues reconnaître ce caractère : elles existeront aussi longtemps que durera l'Etat ; cette simple considération a permis de simplifier tout le problème des réserves techniques nécessaires à la couverture des retraites.

De même, le F.N.R.S. devrait être considéré comme une institution jouissant d'une permanence quasi-

égale à celle de l'Etat. La recherche n'est plus une activité culturelle, digne d'estime et de subvention : c'est un rouage essentiel de notre vie nationale, une condition de notre existence. Cela implique un changement du statut juridique et de l'organisation du Fonds (qui aurait besoin d'un appareil administratif et comptable plus important). Cela ne signifie pas que doué d'un statut de droit public, le Fonds national pourra librement se lancer dans les déficits techniques, mais qu'il sera mieux placé pour discuter d'une politique de la recherche programmée à long terme.

Un plan de développement

Le problème n'est pas seulement juridique. L'essentiel, c'est l'organisation de la recherche sur plusieurs années. Les responsables du Fonds ont donc minutieusement élaboré un plan pour la période 1965-1969 ; ils ont tenu compte de l'avancement de la recherche suisse, pris en considération les sommes investies dans les pays comparables à la Suisse, comme la Hollande. Ils envisagent ainsi un investissement nécessaire de 250 millions pour les cinq prochaines années, les dépenses annuelles devant progresser de 50 à 60 millions.

Pour l'instant, ce document est entre les mains de l'Administration fédérale. Il a été présenté au Département des finances ; on y aurait décrété : « C'est cent millions de trop ! »

Le rapport a été également transmis à M. Tschudi, qui l'étudie. Il est évident, qu'au moment où le F.N.R.S. est appelé à jouer un rôle de plus en plus grand, son travail doit être coordonné avec celui des

universités, dont les besoins se sont immensément accrus. Toute son activité exige plus qu'une subvention assortie de contrôle comptable ; une politique.

Au moment où la Confédération s'apprête à faire un effort énorme en faveur des universités, serait-il concevable que, faute de coordination, le F.N.R.S. risque d'être privé des ressources nécessaires pour que puissent se mettre au travail pleinement les chercheurs formés par les universités ? A noter que le rapport Labhardt sur le développement des universités prévoit la création d'une commission qui devra collaborer en étroite liaison avec le F.N.R.S.

Les réformes indispensables

1. Que le F.N.R.S. se transforme en une association de droit public, tout en gardant son statut autonome.
2. Qu'une politique d'ensemble des besoins et des universités et de la recherche soit élaborée, et qu'elle dispose des crédits les plus larges, de manière prioritaire, sans être paralysée par l'absurde politique anti-inflationniste du Conseil fédéral.
3. Que, dans ce domaine, comme dans beaucoup d'autres, des plans de développement puissent être, avec l'accord du Parlement, programmés pour plusieurs années.

L'actuelle crise du F.N.R.S. : encore un indice de la difficile mue des institutions suisses. L'évolution sera intéressante à suivre.